

L'ALLEMAGNE, PIVOT CONFLICTUEL DE L'IMPÉRIALISME EUROPÉEN

Prospettiva Marxista n. 67 Janvier 2015

Notre analyse des relations internationales nous a permis de définir la situation de l'Union européenne, et d'analyser ses développements essentiellement comme le résultat de la lutte, de la concurrence et de l'interaction des équipes étatiques. Ces dernières maîtrisent encore leurs propres choix politiques mais, en même temps, elles sont aussi liées à un système de conflit et de médiation dans le cadre européen. Il a toujours existé une dynamique entre les États impérialistes européens qui assigne un rôle crucial, sous des formes différentes, à la centralité des intérêts nationaux. Ceux-ci se manifestent aussi à l'intérieur des institutions européennes, dans le cadre des rapports de force entre les différents États, sphère importante où s'articule le conflit entre ces intérêts.

Une certaine idéologie européiste, fataliste et téléologique, influe sur les réalités politiques comme en Italie, État qui doit gérer le déclin de son propre impérialisme. Cette idéologie présente une intégration européenne croissante comme une bouée de sauvetage, et camoufle l'antagonisme permanent entre les puissances impérialistes du continent en prétendant qu'il s'agirait d'un phénomène destiné à disparaître, sinon déjà disparu, puisque nous assisterions à une cession graduelle de souveraineté orientée vers une issue très précise. Mais une analyse marxiste dévoile l'idéologie sous-jacente à cette vision: le cycle politique européen ne pouvait être caractérisé que par la lutte entre ses différentes composantes étatiques bourgeoises. Ces luttes, ces conflits et ces compromis ne correspondent absolument pas au schéma idéologique d'une construction étatique européenne en tant que réalisation d'une poussée historique vers l'unité, car il est impossible de faire l'impasse sur les agissements réels et concrets des États qui expriment encore les intérêts des bourgeoisies nationales. En Europe, certaines forces et réalités impérialistes, avec le temps, se sont renforcées, tandis que d'autres (notamment la France et l'Italie) se sont affaiblies. Mais, dans cette dynamique, l'Allemagne constitue le pivot central autour duquel tournent les questions nodales et leurs développements. Cela ne signifie absolument pas que Berlin puisse exercer une domination incontestée sur l'Europe, mais il est évident que l'État allemand exerce une influence grandissante à l'intérieur des relations politiques dans l'UE. L'Allemagne est à nouveau, même sous l'angle spécifiquement politique, la puissance névralgique sur l'échiquier européen. Sa croissance économique et politique et sa projection actuelle à l'extérieur ont finalement consacré le nouveau rôle de Berlin, par rapport à la position de l'ancienne RFA et même par rapport à celle qu'occupait l'Allemagne réunifiée. Ce nouveau dynamisme de Berlin, sa centralité réaffirmée, ont perturbé plusieurs capitales européennes.

Le système capitaliste allemand, son ascension et sa consolidation, y compris du point de vue de son action politique directe dans les dynamiques européennes, ont secoué de plusieurs façons les autres centres impérialistes, et activé l'intervention de certaines fractions bourgeoises qui veulent contrecarrer la prépondérance de l'Allemagne. La division schématique entre européistes et anti-européistes (ou eurosceptiques) ne rend absolument pas compte de la dynamique européenne dans son ensemble. Elle est trompeuse si l'on veut comprendre les luttes en cours. Dans les différentes réalités nationales, ont surgi ou se sont renforcés des partis hostiles à un cours politique et économique de l'UE «sous direction allemande». L'Allemagne d'Angela Merkel est devenue, dans le langage et dans l'arsenal idéologique de ces organisations, la première cible à contrecarrer, l'ennemi numéro un. Cette critique envers l'UE vise surtout l'influence que l'Allemagne a acquise par rapport aux choix économiques de l'Union.

En Italie, le déclin politique de Silvio Berlusconi a été accompagné, dans le bloc de centre-droit, par l'apparition de campagnes, parfois virulentes, contre l'emprise allemande dans le cadre européen. La Ligue du Nord a relancé avec éclat son refus du contexte communautaire

actuel, non plus au nom de son identité «padane», mais de l'intérêt national italien. D'autres formations politiques – dont le Mouvement Cinq Étoiles – ont essayé d'utiliser, de maîtriser et de parrainer la défense d'une certaine formulation de l'intérêt national italien. Mais ce n'est pas uniquement en dehors du gouvernement qu'on peut trouver des partis hostiles à Bruxelles et à la prépondérance politique de l'Allemagne. Le gouvernement actuel de Renzi a lui aussi adopté une ligne politique privilégiant d'une façon accentuée la tutelle des intérêts nationaux; il cherche, au niveau européen, une nouvelle formule pour sauvegarder les spécificités et les vulnérabilités d'un impérialisme déclinant, et pour faire payer le prix de cette opération à la classe ouvrière italienne.

Au sommet européen du 17 décembre 2015, Renzi a critiqué ouvertement la politique de l'UE sous direction allemande, et revendiqué le rôle de l'Italie dans l'Europe. En France, on a vu monter le parti de Marine Le Pen, le Front national, qui veut réviser les mécanismes de l'Union. Cette formation a désormais acquis un poids électoral permanent; elle voudrait jouer un rôle de premier plan en Europe au profit de la France, mais n'est pas encore arrivée à devenir une force nationale capable de diriger un gouvernement. Des formations qui critiquent la montée de la puissance allemande ont grandi aussi en Europe de l'Est. En Pologne, le nouveau président Andrzej Duda et les conservateurs catholiques de Droit et Justice, le plus fort parti parlementaire du pays, ont exprimé leur méfiance par rapport au nouveau rôle de Berlin dans l'Europe. À cela on peut ajouter la position du Premier ministre britannique David Cameron, qui a annoncé la possibilité d'un retrait de Londres si les partenaires européens n'acceptaient pas la réduction de leur ingérence dans les affaires intérieures de son pays. Le refus et le conflit par rapport à la montée d'une puissance hégémonique dans le cadre européen – rôle qui, avec le murissement capitaliste du continent, a été régulièrement assumé par l'Allemagne – sont des éléments essentiels et bien enracinés dans la tradition politique britannique.

Le poids et l'orientation de l'impérialisme allemand sont aujourd'hui centraux en Europe, ils sont décisifs pour influencer le résultat des confrontations politiques les plus significatives, mais ne peuvent pas encore garantir son rôle de leader incontesté sur les questions les plus importantes. Même dans le cadre européen, Berlin doit négocier, jouer les médiateurs, discuter avec les autres puissances. Actuellement l'Allemagne peut accomplir cette tâche en étant moins liée à l'impérialisme français qu'auparavant. Aujourd'hui, il est difficile d'entrevoir l'action d'un axe rhénan guidé par la France ou par l'Allemagne, au moins dans le sens que cette synergie a revêtu de l'après-guerre jusqu'au début des années 2000. Notre analyse nous indique que, dans la période plus récente, un changement intérieur important s'est produit dans cette relation cruciale pour les destins de l'Europe: l'amorçage d'un axe franco-allemand.

De nos jours, il est difficile de retracer même cette dernière évolution de l'axe rhénan traditionnel en tant que facteur fondamental et déterminant dans certains des passages les plus récents et significatifs de la politique menée par les plus importantes capitales européennes, à l'intérieur comme à l'extérieur de la maison communautaire. L'Allemagne mène toute seule son jeu sur l'échiquier européen, tandis que la France s'est souvent adaptée ou a cherché des voies solitaires afin d'essayer de remonter la pente et de regagner sa propre position dans la compétition mondiale. On a vu, par exemple, comment l'impérialisme allemand a agi face à la question ukrainienne, et comment la chancelière Merkel s'est montrée dynamique sur ce front.

Loin de représenter un partenaire effectif, quoique minoritaire, dans une action conjointe et commune, Paris a donné l'impression d'accompagner, faute de meilleures solutions alternatives, l'action désormais carrément autonome de Berlin. Ce profil autonome et «émancipé» de l'Allemagne s'est en outre manifesté sur le terrain des relations avec la Russie, y compris par rapport à la situation ukrainienne. En ce qui concerne la question de l'Ukraine et les relations avec la Russie, le dynamisme allemand a été bien visible. Aujourd'hui, l'Allemagne est capable d'agir, dans des zones et sur des sujets qui sont pour elle les plus sensibles et importants, avec une dose non négligeable de nonchalance et de sens de

l'opportunité. Cependant, sa projection dans le cadre européen et global doit forcément tenir compte de l'impérialisme américain.

La puissance des États-Unis est encore telle qu'ils sont encore en mesure de contrôler, même de loin, l'impérialisme allemand, car ils peuvent agir dans le cadre même des relations européennes par le biais de leurs liens avec plusieurs autres pays. Washington dispose encore de cartes importantes même en Europe centrale et orientale, zone d'influence historique de l'Allemagne.

Les limites de la possibilité pour Berlin de se confronter avec les États-Unis à un plus haut niveau d'équilibre sont intimement liés à la solution, manquée par l'Allemagne, de la question de la centralisation européenne. Or, les impérialismes européens sont encore capables, dans le cadre des relations globales, de s'opposer à une telle solution. En même temps, on ne voit pas aujourd'hui se profiler à l'horizon politique une solution centralisatrice alternative qui serait anti-allemande, c'est-à-dire qui pourrait être imposée à Berlin afin de canaliser les énergies capitalistes allemandes vers une réalité politique européenne, et qui serait capable de maintenir l'Allemagne dans une position subordonnée (une unification européenne sans ce pays est en effet inimaginable). Aujourd'hui, les symptômes et les manifestations de dissension par rapport au leadership allemand ne permettent pas de construire une coalition européenne capable de poursuivre ce but d'une façon crédible. Le ressentiment exprimé par l'impérialisme italien n'a pas trouvé, jusqu'à maintenant, le moindre appui. Pour l'instant, la carte jouée par Londres – sa sortie de l'Union si l'intégration européenne continue à se faire sous l'égide de l'Allemagne – ne semble pas pouvoir infléchir la politique européenne. La France de François Hollande donne l'impression d'essayer de rattraper son allié historique allemand et de chercher à influencer ses agissements. Alors que, sur le terrain européen, la reprise d'un rôle dirigeant par l'Allemagne est désormais devenue une réalité évidente – exempte des conditionnements et de certaines autolimitations qui avaient caractérisé la position allemande en Europe et sur le plan international en général –, en dehors des frontières du Vieux Continent la projection de l'Allemagne n'est pas très claire et elle n'a pas rompu avec sa politique traditionnelle de profil bas. Tout en se plaçant au premier rang sur des questions comme le contentieux russo-ukrainien, la définition des conditions à imposer à la Grèce ou la gestion des flux migratoires, Berlin s'est peu intéressé à la situation en Lybie et à ses développements après la chute de Kadhafi, et s'est montré très prudent face à la crise syrienne. La question de la centralité allemande en Europe, ainsi que celle de la capacité de l'Allemagne à se ranger parmi les grands acteurs de la compétition impérialiste globale dans les années cruciales à venir, restent profondément entremêlées au cœur d'un chapitre de l'histoire mondiale qui reste à écrire.